

Δηλώσει  
Γ.Π.οικ  
Οργανία-οικ.οικ  
DNT

L'ESPAGNE  
au fil des chiffres

Marchandises les plus échangées  
entre l'Espagne et la France

Véhicules automobiles et tracteurs :  
1<sup>er</sup> poste dans les deux sens



30,6 %

des exportations  
vers la France

24,7 %  
des exportations  
vers l'Espagne

LE COMMERCE

# La Hongrie se résout à appeler le FMI à l'aide

La dette publique magyare n'a pas diminué,  
atteignant 82 % du produit intérieur brut

Vienne

Correspondante

Après avoir boudé le Fonds monétaire international (FMI), dont elle critiquait les « diktats » libéraux, la Hongrie du premier ministre conservateur Viktor Orban vient d'opérer un virage à 180 degrés en annonçant, jeudi 17 novembre, qu'elle souhaitait nouer avec l'institution basée à Washington un « nouveau type de coopération », susceptible d'encourager les investisseurs et la croissance.

Cette ouverture, après des mois d'une rhétorique vindicative sur la reconquête de la souveraineté nationale, a ragaiardi les marchés : la monnaie hongroise, qui n'avait cessé de se détériorer depuis juin, a regagné 1,8 % jeudi, montant à 308,13 forints pour 1 euro. Tandis que les autres Bourses européennes piquaient du nez, celle de Budapest a pris 3,8 %, avec une hausse de 6,4 % pour deux valeurs phares, la banque hongroise OTP et la société nationale d'hydrocarbures MOL.

## Pris à la gorge

« Peut-être sont-ils en train de réaliser les risques encourus », a commenté Timothy Ash, analyste de Royal Bank of Scotland Group, interrogé par l'agence Bloomberg sur les raisons du revirement des dirigeants hongrois – quelques jours avant une mission de routine du FMI, attendue le 21 novembre à Budapest.

Le gouvernement était pris à la gorge, à cause des turbulences au sein de la zone euro, mais aussi de la stratégie peu orthodoxe suivie par M. Orban, qui lui a aliéné la confiance des milieux d'affaires.

Premier pays de l'Union européenne (UE) à être secouru par le FMI, au début de la crise financière de 2008, grâce à un prêt de 20 milliards de dollars (15 milliards d'euros), la Hongrie avait pris ses distances avec l'institution après la

victoire écrasante du parti conservateur Fidesz aux législatives d'avril 2010.

Fort d'une majorité des deux tiers au Parlement, M. Orban a alors fait le pari qu'il pouvait à la fois réduire de façon drastique l'endettement de la Hongrie – équivalant à 82 % du produit intérieur brut (PIB) –, créer des centaines de milliers d'emplois et mettre fin à la politique d'austérité qui étrangle la consommation et la croissance du pays.

Plutôt que d'utiliser la dernière tranche de crédit du FMI, il a préféré taxer les banques et les multinationales, ou renationaliser les fonds de pension privés – une cagnotte de 11 milliards d'euros. Mais cela n'a pas suffi à sortir la Hongrie de l'ornière.

Le poids de la dette publique n'a pas diminué, le taux de chômage est resté supérieur à 10 % de la population active et la croissance du pays, selon la Banque mondiale, ne devrait pas dépasser +0,5 % en 2012, contre +1,7 % en 2011.

Le 12 novembre, l'agence de notation Standard and Poor's (S & P) a baissé la qualification de la Hongrie à BBB/A-3 (dette à long terme et court terme), la plaçant sous « surveillance à implication négative » : elle attribuait cette sanction aux politiques aventureuses suivies à Budapest.

La presse internationale a multiplié les commentaires négatifs sur la Hongrie. Pour la première fois en dix-huit mois, M. Orban a dû aussi affronter une fronde des parlementaires de son parti, opposés à la suppression d'un système d'imposition simplifié des petites entreprises.

Enfin, un récent sondage, qui confirme la montée en puissance du parti d'extrême droite Jobbik, désormais en deuxième position avec 19 % des intentions de vote, a sans doute achevé de convaincre l'inflexible M. Orban qu'il était temps de lâcher du lest. ■

JOËLLE STOLZ